

Les Savoirs de la gouvernance communautaire

Volume 3, n° 1, été 2011

DANS CE NUMÉRO

Mot de la directricep. 1

Mot de la responsable de la mobilisation des connaissances...p. 2

Des nouveaux membresp. 3

Coalition des intervenantes et intervenants francophones dans le domaine de la justicep. 5

Portrait de la gouvernance des organismes acadiens et francophones au Nouveau-Brunswickp. 6

Notes de lecture - La mobilisation des connaissances : réflexions méthodologiques et formalisation d'une approchep. 7

Nouvelles de l'étranger.....p. 8

Annoncesp. 9



Les **savoirs**
de la **gouvernance**
communautaire

Université d'Ottawa
55, avenue Laurier Est
Pavillon Desmarais, pièce 3182
Ottawa, Ontario,
Canada K1N 6N5

Tél. : 613-562-5800 poste 4754
Courriel : aruc@uottawa.ca

www.aruc.uottawa.ca



Mot de la directrice



Nous arrivons au terme de la deuxième année de notre alliance de recherche Les savoirs de la gouvernance communautaire. La première année a servi à nous installer au plan administratif, à préciser notre démarche et à préparer nos outils en vue de donner des bases solides à nos futurs travaux de recherche. Ce travail a porté des fruits, car en plus de nos ateliers et séminaires, nous avons, en l'espace de moins d'une année, réussi à faire deux études, lancer quatre projets de recherche et à développer de nouveaux partenariats.

Les recherches de l'alliance sont à la fine pointe des débats sur la gouvernance et la mobilisation des savoirs. Le thème des savoirs trouve un terrain fertile dans l'ensemble des sciences sociales et humaines. Les différentes utilisations des notions de savoirs ou de mobilisation des connaissances appellent dorénavant à des efforts de clarifications conceptuels, à l'instar de la notion de gouvernance communautaire, ce que nous entendons faire dans les mois qui viennent.

Dans ce bulletin, Éric Forgues et Sylvain St Onge font un compte rendu de la recherche qu'ils ont pilotée sur la gouvernance interne des organismes francophones du Nouveau-Brunswick. En cours au sein de l'alliance, mentionnons aussi que la collecte des données pour notre recherche portant sur la question de la continuité du leadership au sein de la Fédération de la jeunesse francophone de l'Ontario (FESFO) est complétée. Le travail d'incubation de l'outil d'analyse différenciée francophone du RDÉE Ontario avance à un rythme impressionnant. Nous avons aussi commencé l'étude de la Coalition des intervenantes et intervenants francophones dans le domaine de la justice en Ontario. La Coalition constitue une pratique potentiellement innovante dans le domaine de la gouvernance communautaire en Ontario. Danielle Manton, dans ce numéro, nous propose un court article sur la Coalition. Une nouvelle recherche sur la gouvernance des connaissances dans le domaine de la santé a aussi été lancée en collaboration avec le Centre national de formation en santé (CNFS). Deux autres projets vont démarrer sous peu, soit dans le domaine de l'accueil des immigrants et celui de la gestion des forêts.

L'alliance constitue une véritable pépinière d'idées et un lieu qui permet à des chercheurs communautaires et universitaires de travailler ensemble à jeter les bases d'une nouvelle façon de penser et de concevoir la gouvernance communautaire et le développement de la francophonie canadienne. J'aimerais profiter de l'occasion pour remercier tous ceux et celles qui ont donné de leur temps et participé aux travaux de l'alliance. Je voudrais remercier très sincèrement Nathalie Plante, notre responsable de la mobilisation des connaissances, de son engagement indéfectible envers le succès de l'alliance. Je veux aussi remercier les membres du comité encadreur qui ont abattu un travail important tout au long de l'année, contribuant ainsi à la coordination de l'alliance selon un mode collégial et consensuel ainsi que virtuel, un mode de fonctionnement qui s'est avéré efficace et favorable à la prise de décision.

Bonne lecture, **Linda Cardinal**

L'ARUC, une alliance

L'alliance vient du fait que des membres de la francophonie canadienne et des leaders communautaires témoins des changements en cours souhaitent repenser leur engagement envers leur développement. Ces groupes ont identifié plusieurs enjeux de gouvernance.

Comment intégrer la diversité sous toutes ses formes ?

Comment les jeunes peuvent-ils participer davantage au développement de leur milieu ?

Comment travailler davantage de façon transversale ?

Comment comprendre la valeur des nouvelles façons de faire développées par les groupes afin de leur permettre de mieux s'adapter à leur nouveau contexte ?

Comment les minorités linguistiques aillent dans le monde vivent-elles les transformations ?

Mot de la responsable de la mobilisation des connaissances

Par Nathalie Plante



Lorsque j'ai débuté mon travail, à titre de Responsable de la mobilisation des connaissances au sein de l'alliance de recherche, l'un de mes premiers textes pour le bulletin a porté sur la question de la coproduction des savoirs. Le texte proposait un compte rendu d'un séminaire organisé par notre alliance de recherche sur ce thème. Nous étions conscients de son importance pour un projet comme le nôtre, mais nous n'avions pas encore mesuré toute la portée de notre activité. Lors de cet atelier, parmi les éléments clés identifiés pour le succès d'une Alliance de recherche universités - communautés (ARUC), les intervenants avaient insisté sur le respect du principe d'égalité, soit la reconnaissance que tous les membres au sein d'une telle initiative de recherche possèdent des connaissances qui contribueront à son succès. Nous avons alors commencé à changer notre vocabulaire : les partenaires communautaires sont ainsi devenus des « chercheurs » communautaires. Pour leur part, les universitaires ont appris à travailler davantage en collaboration et à penser à l'importance des processus de recherche et non uniquement en termes de résultats. Nous avons aussi commencé à développer des outils de communication visant à susciter et faciliter la participation et l'engagement de la part de tous nos membres aux initiatives de recherche, tant au plan de la méthodologie que de la présentation des résultats. Ainsi, je me suis mise à la rédaction de messages hebdomadaires aux membres afin de rendre compte de nos activités au quotidien. Tous sont aussi consultés sur la préparation des ordres du jour du comité encadreur et invités à réagir aux procès-verbaux des réunions de ce dernier. Nos plus grandes réussites cette année, témoignant d'un certain succès de notre entreprise, sont certainement

la participation de plusieurs membres, autant des chercheurs communautaires qu'universitaires, à l'élaboration du questionnaire utilisé pour les entretiens et de la grille d'analyse qui sera appliquée à l'analyse des pratiques potentiellement innovantes.

« Bien sûr il s'agit d'un processus continu qui nécessite toujours de la flexibilité et des ajustements. »

Le concept de coproduction des savoirs et son application dans le fonctionnement des équipes de recherche feront l'objet d'une journée de travail lors de notre prochaine rencontre annuelle à l'Université de Moncton : Comment votre engagement au sein de l'alliance influence-t-il votre conception de la coproduction des savoirs ? Quelles devraient être les finalités d'une méthodologie de coproduction des savoirs ? Comment la coproduction des savoirs permet-elle d'accroître la pertinence des résultats de recherche ? Comment chaque équipe de recherche traduit-elle la question de la coproduction des savoirs en son sein et dans son fonctionnement ? Nous tenterons d'approfondir la réflexion sur ces questions le 30 août 2011 sous la forme d'un atelier auquel le grand public est invité à participer. Pour tout renseignement ou pour vous inscrire, communiquez avec Nathalie : aruc@uottawa.ca.

Des nouveaux membres !

L'alliance de recherche Les savoirs de la gouvernance communautaire est heureuse d'annoncer l'ajout de trois nouveaux membres à son équipe. Guy Chiasson, de l'Université du Québec en Outaouais, vient compléter l'équipe de recherche qui réalisera l'étude de cas sur le comité de gestion intégré des forêts publiques du Nouveau-Brunswick. Anne Poisson représente, quant à elle, un nouveau partenaire communautaire au sein de notre alliance de recherche, le Consortium national de formation en santé (CNFS) avec qui nous effectuerons un travail d'accompagnement.

Le CNFS est un regroupement pancanadien de onze institutions d'enseignement universitaire et collégial offrant des programmes d'études en français dans diverses disciplines de la santé, ainsi que de partenaires régionaux qui contribuent à améliorer l'accès à ces programmes de formation en santé. Il vise à améliorer les services de santé en français offerts dans les communautés francophones en situation minoritaire par la formation de professionnels de la santé francophones et, complémentirement, par la recherche dans le domaine de la santé qui se rattache à cette formation et aux besoins de ces communautés.

Dans le cadre de notre alliance, la recherche avec le CNFS portera sur le thème de la gouvernance des connaissances. Les chercheurs associés au projet étudieront les retombées sociales des travaux de recherche scientifique financés par le CNFS. Cette recherche s'inscrit dans le volet Mobilisation des connaissances de l'alliance et servira à préparer un guide sur la mobilisation des connaissances en milieu minoritaire. Tina Desabrais, doctorante, fait partie de cette équipe de recherche. Bienvenue à ces nouveaux membres.



Guy Chiasson Cochercheur

Guy Chiasson est, depuis 2002, professeur de science politique et

développement régional à l'Université du Québec en Outaouais. Ses principaux intérêts de recherche portent sur la gouvernance des territoires, autant les territoires ruraux que les villes moyennes, dont Gatineau, Moncton et Sudbury. Ses recherches récentes portent principalement sur la transformation de la gouvernance des ressources naturelles, autant à l'échelle des politiques publiques que de celle des milieux locaux. Depuis 2009, il dirige le [Centre de recherche sur la gouvernance des ressources naturelles et du territoire](#) et est rédacteur en chef de la revue [Économie et Solidarités](#). Dans le cadre de l'alliance de recherche Les savoirs de la gouvernance communautaire, il va participer à un projet en collaboration avec l'Association des municipalités francophones du Nouveau-Brunswick sur la gestion communautaire des forêts.



Tina Desabrais Doctorante

Tina Desabrais achève un doctorat en éducation à l'Université d'Ottawa,

avec spécialisation en études canadiennes. Sa thèse porte sur l'influence de l'insécurité linguistique sur l'expérience des étudiants vivant en milieu francophone minoritaire inscrit aux études supérieures. Elle est également coordonnatrice et enseignante de français à La Cité collégiale depuis 2005, année où elle a complété une maîtrise en lettres françaises à l'Université d'Ottawa. Elle s'est méritée, à deux reprises, la première place à des concours de rédaction, soit le prix d'excellence de la rectrice de l'Université Laurentienne en 2003, puis le Concours d'essais

littéraires Jean-Robert-Gauthier en 2005. Elle est aussi récipiendaire de la prestigieuse bourse de la Fondation Baxter et Alma Ricard, puis de l'Association des universités de la francophonie canadienne (AUFC).

Anne Poisson Cochercheure

Consortium national de formation en santé

Anne Poisson possède plus de 15 ans d'expérience en gestion de projets dans différents domaines, tant au niveau de l'administration que des services de santé et de l'éducation postsecondaire. Native du nord de l'Ontario, elle a œuvré au sein de l'équipe de démarrage qui a permis au Collège Boréal de voir le jour en 1995, à Sudbury, Ontario. Elle a aussi travaillé pendant plusieurs années au sein d'un centre de soins hospitaliers. Ayant toujours eu à cœur l'accès équitable aux services de santé pour les communautés francophones en situation minoritaire, elle a effectué un retour aux études pour se spécialiser dans le domaine de la recherche sur les inégalités et les déterminants sociaux de la santé. Depuis janvier 2010, Anne Poisson est gestionnaire de projets en recherche au Consortium national de formation en santé (CNFS). Dans le cadre de ses fonctions, elle siège au Comité consultatif de l'[Initiative de recherche sur les communautés de langue officielle en situation minoritaire \(CLOSM\)](#) des [Instituts de recherche en santé du Canada \(IRSC\)](#), et participe aux rencontres du Comité des programmes de l'[Institut canadien de recherche sur les minorités linguistiques \(ICRML\)](#). Elle rédige une thèse de maîtrise en sociologie à l'Université d'Ottawa, laquelle porte sur la distance sociale et culturelle entre les immigrants et le système de santé canadien.

Les **savoirs** de la **gouvernance communautaire**

Philosophie de l'ARUC

Une philosophie collaborative et comparative comprenant :

des stratégies d'accompagnement,

des évaluations collaboratives et continues,

le développement de modes de réflexion et d'engendrement des savoirs selon une démarche de coconstruction et de comparaisons incluant une élaboration conjointe d'outils de recherche (questionnaires, grilles d'analyse et d'évaluation des données.)

Une philosophie d'action visant un dialogue continu et des comparaisons avec d'autres minorités linguistiques favorables à un cheminement critique accroissant l'autonomie des partenaires communautaires dans l'élaboration de nouvelles modalités d'action valables pour l'ensemble de la francophonie canadienne.

Des assistantes et assistants de recherche

Plusieurs assistantes et assistants s'affèrent au sein des équipes de recherche.

Véronique Boily Étudiante, Université d'Ottawa

Véronique Boily est originaire du Nord de l'Ontario. Elle détient un baccalauréat en sciences de l'activité physique à l'Université d'Ottawa (2009) et y poursuit présentement des études de maîtrise en sciences de l'activité physique avec une spécialisation en sociologie du sport. Son sujet de thèse est : « La (re)production de l'identité francophone des jeunes : Étude de cas des 4e Jeux de la francophonie canadienne ». Depuis ses études secondaires, elle est engagée au sein de la Fédération de la jeunesse franco-ontarienne (FESFO) d'abord en tant que participante aux activités de l'organisme et ensuite en tant qu'agente de projet. Dans le cadre de l'alliance de recherche, elle participe à l'étude de cas portant sur un outil développé par la FESFO afin d'assurer la continuité du leadership au sein de l'organisme.

Marie Hélène Eddie Stagiaire

Marie Hélène Eddie a récemment déposé une thèse de maîtrise en communication à l'Université d'Ottawa portant sur les pratiques journalistiques et les attentes des publics en milieu minoritaire canadien. Elle a été assistante de recherche pour divers projets de la Chaire de recherche en francophonie et en éthique du journalisme. Récemment, elle a développé un intérêt de recherche pour l'action collective en milieu minoritaire ainsi que pour les questions de gouvernance. Elle collabore à une recherche sur le Mouvement C'est l'temps, un mouvement de désobéissance civile en Ontario français, qui s'inscrit dans le cadre des travaux de la Chaire de recherche sur la francophonie et les politiques publiques. Au sein de notre alliance de recherche, elle s'est jointe, à titre de stagiaire de recherche, à l'équipe d'incubation du nouvel outil d'analyse différenciée francophone avec le RDÉE Ontario.

Josée Guignard Noël Collaboratrice, ICRML

Josée Guignard Noël s'est jointe à l'équipe de l'Institut canadien de recherche sur les minorités linguistiques (ICRML) en mai 2007. Elle détient une maîtrise en études de l'environnement à l'Université de Moncton. Elle a complété un baccalauréat ès Arts avec une majeure en géographie et une mineure en histoire. Sa thèse portait sur le rôle des réseaux sociaux des migrants francophones du Nord du Nouveau-Brunswick sur la vitalité ethnolinguistique du territoire urbain de Moncton-Dieppe. Elle participe à de nombreux projets de l'ICRML notamment sur la migration et la santé des francophones en situation minoritaire. Au sein de notre alliance de recherche, elle collabore avec Éric Forgues sur les travaux portant sur la gouvernance communautaire.

Sylvain St-Onge Étudiant, Université de Moncton

Sylvain St-Onge achève une maîtrise en orientation à l'Université de Moncton. Dans le cadre de son stage, il offre des ateliers de perfectionnement et fait de l'intervention individuelle auprès des étudiantes et étudiants de l'Université. Son mémoire s'intéresse au développement identitaire et vocationnel des adolescents et inclue la conception d'une grille d'analyse des besoins des adolescentes et des adolescents qui abusent de la drogue et de l'alcool en milieu scolaire. Outre ses études de 2e cycle, Sylvain St-Onge détient un baccalauréat en éducation de l'Université de Moncton (2009) ainsi qu'un baccalauréat en géographie avec concentration en aménagement du territoire et en développement durable de l'Université du Québec à Rimouski (2006). Au sein de notre alliance de recherche, il assiste Éric Forgues dans les travaux sur la gouvernance communautaire.

Trouvez plus de renseignements sur tous nos projets de recherche en cours au www.aruc.uottawa.ca.

Coalition des intervenantes et intervenants francophones dans le domaine de la justice

Par Danielle Manton (AJEFO)



L'Association des juristes d'expression française de l'Ontario (AJEFO) est une société à

but non lucratif et le porte-parole des juristes d'expression française de l'Ontario. Le mandat de l'AJEFO est de favoriser et promouvoir l'accès équitable à la justice en français en Ontario. Entre autres, l'AJEFO œuvre auprès de divers publics (juristes, jeunes, ados, grand public, aînés) afin de les sensibiliser, les informer et les éduquer de leurs droits linguistiques et de leurs droits aux services en français (SEF). L'AJEFO travaille aussi à tisser et maintenir des liens étroits avec toute entité ayant des objectifs similaires aux siens.

L'AJEFO compte plus de 650 membres dont des juristes et non juristes, avocats, juges, traducteurs, interprètes et fonctionnaires, professeurs et étudiants en droit d'expression française. L'organisme comprend aussi des individus associés de près ou de loin au domaine de la justice, mais qui appuient l'accès à des services en français dans ce secteur.

L'AJEFO est un des groupes fondateurs de la Coalition des intervenantes et intervenants francophones dans le domaine de la justice. Ce regroupement comprend l'AJEFO, l'Association française des municipalités de l'Ontario (AFMO), la Fédération des aînés et des retraités francophones de l'Ontario (FAFO), l'Action ontarienne contre la violence faite aux femmes (AOcVF) et la Fédération de la jeunesse franco-ontarienne (FESFO).

Dès sa naissance, la Coalition avait pour but de faire front commun sur des sujets d'intérêt aux divers groupes. Elle souhaitait aussi travailler

en partenariat avec le Bureau de la Coordonnatrice des services en français du Ministère du procureur général de l'Ontario à l'amélioration des SEF dans le domaine de la justice en Ontario.

« La Coalition est un partenariat et un véritable lieu d'échanges qui contribue à maintenir et à nourrir les liens entre les milieux communautaires et gouvernementaux »

Depuis 2003, la Coalition fait partie du comité encadreur qui guide et évalue le développement du plan stratégique pour les services en français dans le secteur de la justice en Ontario. Les membres de la Coalition ont participé activement au processus qui a mené à l'élaboration et à l'adoption du *Plan stratégique pour le développement des services dans le domaine de la justice en Ontario*, lancé en 2006 et qui s'est terminé en 2011. Depuis l'adoption du plan stratégique, plusieurs actions ont été mises en œuvre afin d'améliorer l'accès à la justice en français. Des attentes et objectifs ont été définis lors de la rencontre des intervenants en mars 2011 et alimenteront les prochains cycles de planification stratégique des services en français. La Coalition a joué un rôle important dans l'engagement des groupes fondateurs et d'autres partenaires du secteur de la justice à continuer à veiller sur la mise en œuvre de la planification stratégique.

La Coalition est un partenariat et un véritable lieu d'échanges qui contribue à maintenir et à nourrir les liens entre les milieux communautaires et gouvernementaux et à faciliter l'accès à des services en français dans le domaine de la justice. L'AJEFO participe à l'alliance de recherche Les savoirs de la gouvernance communautaire afin d'approfondir la réflexion sur cette question et de voir à la possibilité d'une plus grande autonomie d'action de la Coalition. Cette dernière constitue une pratique potentiellement innovante dans le domaine de la justice. L'alliance permettra à la Coalition de mieux comprendre sa structure et son fonctionnement et donnera à l'AJEFO la possibilité de préciser davantage son rôle dans le domaine du développement communautaire. Ainsi, nous pensons que les savoirs qui seront dégagés de l'étude de la Coalition auront une incidence très positive sur la capacité de l'AJEFO d'identifier des pratiques porteuses pour le milieu de la justice et pour l'amélioration des services en français dans ce secteur.



Portrait de la gouvernance des organismes acadiens et francophones au Nouveau-Brunswick

Par Éric Forgues (ICRML) et Sylvain St-Onge (Université de Moncton)



Au début de l'année 2011, nous avons procédé à une [étude de la gouvernance interne aux organismes communautaires acadiens et francophones du Nouveau-Brunswick](#). Cette étude s'inscrit dans le cadre des activités de l'alliance de recherche Les savoirs de la gouvernance communautaire.¹ Elle complète l'étude similaire qui a été réalisée en Ontario français par [Cardinal et coll. en 2010](#).²

L'analyse effectuée permet de brosser un portrait général de la situation des organismes acadiens et francophones du Nouveau-Brunswick au regard de leur gouvernance interne. En analysant les caractéristiques des organismes moteurs de la gouvernance communautaire, l'étude permet de mieux cerner leurs capacités à travailler de concert et à partager leurs ressources et leur pouvoir afin d'accroître leur efficacité et légitimité.

¹ Elle est maintenant disponible sur le site web suivant : www.aruc.uottawa.ca.

² Aussi disponible en ligne : <http://www.sciencessociales.uottawa.ca/crfpp/fra/documents/etude-gouvernance.pdf>.

Résultats et enjeux

Des 80 organismes qui avaient été ciblés, 38 organismes ont participé à l'étude en remplissant un formulaire sur Internet. Ces organismes se concentrent dans les régions à majorité francophone du nord de la province et dans la région bilingue de Moncton. Depuis 1966, nous constatons qu'en moyenne neuf organismes sont créés par dix ans, mais depuis 2005, un seul organisme a été créé.

Les principaux secteurs d'activités sont ceux qui touchent les arts, la culture et le patrimoine, le développement communautaire, l'éducation et la jeunesse. La promotion des intérêts (de la francophonie ou d'un groupe en particulier) domine dans le type de mission des organismes, mais une proportion non négligeable a pour mission d'offrir des services.

« Près de 40 % des organismes indiquent avoir adopté des mesures pour favoriser une meilleure représentativité au sein de leur conseil d'administration. »

Par ailleurs, les organismes manifestent une faible prise en compte des minorités raciales et ethnoculturelles francophones (MREF), phénomène qui peut s'expliquer par la faible présence d'immigrants francophones au Nouveau-Brunswick. Le groupe des femmes forme un autre segment de la population qui est faiblement visé par les activités des organismes. Est-ce que les femmes francophones militent davantage dans des organismes de femmes bilingues ?

Cependant, les femmes sont majoritairement présentes au sein des instances des organismes. Les MREF et les personnes ayant des besoins spéciaux sont beaucoup moins présents dans les instances. Près de 40 % des organismes indiquent avoir adopté des mesures pour favoriser une meilleure représentativité au sein de leur conseil d'administration. Celles-ci visent majoritairement les jeunes, ce qui peut refléter une volonté d'assurer la relève dans le milieu associatif en augmentant le nombre de jeunes au sein de ces instances.

Du côté du conseil exécutif, le souci de favoriser une plus grande représentativité est beaucoup moins marqué.

La plupart des organismes (79 %) comptent au moins un poste permanent, lequel est très majoritairement leur direction générale, ce qui témoigne d'une assise suffisamment stable pour assurer leur fonctionnement. Il est permis de s'interroger sur l'impact que peut avoir l'absence de permanence dans les autres organismes sur leur fonctionnement. Dans 79 % des organismes, plus de la moitié du personnel est représentée par des femmes. Les autres groupes identitaires sont, encore une fois, beaucoup moins représentés. Sur le plan du personnel, nous relevons des difficultés au titre du recrutement (soit pour 56 % des organismes), tandis que le roulement et le maintien du personnel semblent problématiques dans une plus faible proportion.

Dans la majorité des organismes (79 %), moins de la moitié du financement est consacré au fonctionnement de base. En effet, plus de la moitié du budget est affectée à des activités récurrentes pour un peu plus du tiers des organismes (34 %), alors que, pour les projets ponctuels, 14 % des organismes y consacrent plus de la moitié de leur financement. Pour une majorité d'entre eux (78 %), le financement est insuffisant et ne permet pas d'atteindre des résultats durables. Près du tiers consacrent une partie de leur financement pour favoriser l'intégration de la diversité. Il sera intéressant de voir dans un proche avenir si cet effort financier se concrétisera par une représentation plus diversifiée du personnel. Enfin, les données montrent que les organismes sont disposés à travailler en partenariat. La plupart des partenariats se forment avec des organismes locaux ou provinciaux.

La suite de nos analyses permettra de comparer ces résultats avec ceux obtenus pour les organismes franco-ontariens dans le cadre de l'étude de Cardinal et coll. (2010). En outre, ces travaux posent des jalons en vue d'approfondir les bases de la gouvernance communautaire au sein de la francophonie canadienne. Ces travaux visent aussi à préciser les savoirs de la gouvernance communautaire.



La mobilisation des connaissances : réflexions méthodologiques et formalisation d'une approche

Par Linda Cardinal (Université d'Ottawa)

Ouvrage

Marie-Josée Avenier et Christophe Schmitt (dir.), La construction des savoirs pour l'action, Paris, L'Harmattan, 2007.

Les auteurs Marie-Josée Avenier et Christophe Schmitt sont membres du Programme européen Modélisation de la Complexité (MCX – voir le site Internet www.mcxapc.org). Avenier est directrice de recherche au CNRS-UPMF Grenoble. Elle est spécialiste de management stratégique et de méthodologie et d'épistémologie de la recherche en sciences de gestion. Schmitt est maître à l'École normale supérieure d'agronomie et des industries alimentaires de Nancy. Il est spécialiste du management de projet entrepreneurial et de pilotage d'innovation. Il est associé à l'Institut de recherche sur les PME de l'Université du Québec à Trois-Rivières.

L'ouvrage comprend huit textes de portée inégale, regroupés pour former un ensemble original. Dans leur introduction, Avenier et Schmitt présentent la problématique d'ensemble des savoirs pour l'action, initiée à l'origine par un américain, Donald Schön (1983) – voir *The Reflective Practitioner* – de l'Université Yale et poursuivie par son collègue C. Argyris (1993). Dans le premier cas, il est question de savoirs actionnables, dans l'autre de savoirs d'action. Les auteurs ont opté pour la notion, plus neutre, de savoirs pour l'action.

Les auteurs définissent la notion de savoirs d'action en s'appuyant sur les travaux de J.M. Barbier, comme « la formulation par un acteur d'un énoncé relatif à l'action professionnelle et considérée comme lui comme élaboré dans celle-ci et bénéficiant d'une efficacité particulière (p. 18). » Dit autrement, le savoir d'action permet de préciser

« la manière dont les énoncés sont censés être élaborés par un acteur : dans le cadre de son activité professionnelle (p. 19). » Pour sa part, la notion de savoirs actionnables désigne, selon Argyris (1993 : 1), « un savoir susceptible d'être mis en action dans le vie quotidienne par des acteurs intervenant dans des organisations sociales (cité par les auteurs, p. 19). » L'idée comprend une notion de temporalité différente, car elle suppose une action dans le futur. Comme l'expliquent les auteurs, « contrairement à la notion de savoir d'action, cette définition ne préjuge pas de l'origine de ces savoirs ni de la manière dont ils sont élaborés (p. 19). »

Les finalités associées aux deux notions sont distinctes. En éducation, l'on s'interroge sur les « dispositifs de construction des sujets sociaux », soit les « processus individuels et collectifs de leur production » comparativement aux sciences de la gestion où l'objectif est de « développer des savoirs ayant un certain degré de généralité » ou de « généricité » et d'être « susceptibles d'être mobilisés par des praticiens de la gestion pour mettre en actes leurs intentions (p. 19). » Les façons d'aborder ces deux concepts apparaissent toutefois complémentaires. En éducation, on veut comprendre les savoirs mobilisés par les praticiens en vue de l'action. L'on étudie leurs conditions de possibilité et leur incidence sur la représentation des praticiens comme sujets, alors qu'en gestion, il s'agit de comprendre « les conditions d'élaboration par des chercheurs, de savoirs jugés valables à la fois au plan académique et par certains praticiens de la gestion, ainsi que les conditions d'appropriation et de mobilisation de ces savoirs par ces praticiens (p. 20). » Or, si les deux notions sont fécondes, car elles permettent de remettre en question le rapport entre la théorie et la pratique, elles ne bouleversent pas fondamentalement la relation entre le

chercheur et le praticien.

Néanmoins, certains auteurs insistent sur la démarche de co-construction des savoirs par des praticiens et des chercheurs que permet d'envisager la réflexion sur la possibilité d'élaborer des savoirs pour l'action.

Autrement dit, ce type de travail s'inscrit dans une réflexion plus large sur ce que Martinet appelle une « épistémologie de l'action » ou « 'de l'activité' qui pointe l'élaboration de connaissances au fur et à mesure de la pratique (p. 41). » Martinet reprend ici une idée de John Dewey (cité dans Cook et Brown, 1999), « Knowing is literally something which we do, not something that we possess (p. 41). »

Par surcroît, Martinet ajoute une dimension non négligeable à la réflexion sur les savoirs, que « [p]our être 'actionnable', une connaissance doit aussi être recevable, c'est-à-dire être produite et distribuée en des termes et selon des modalités qui maximisent la probabilité d'être perçue comme pertinente par les individus ou les catégories auxquelles elle s'adresse prioritairement (p. 42). » Ainsi, il propose une épistémologie qui mise sur le dialogue constant entre ce qu'il appelle, à la suite d'Avenier (2004), trois pôles, soit :

- i) une épistémologie de la possession des savoirs ou la question de l'état des lieux (ou la validité de la connaissance)
- ii) une épistémologie de l'activité comprise comme étant la source des connaissances (la pratique), et
- iii) une épistémologie de la réception, qui sert à mettre l'accent sur la dimension appropriable des savoirs en vue de faire les boucles d'apprentissages nécessaires (la pertinence) (p. 43).

Les savoirs

de la gouvernance communautaire

Objectifs de l'ARUC

Étudier, évaluer, comparer et formaliser les savoirs de la gouvernance communautaire.

Faire ressortir des stratégies d'action concrètes.

Diffuser de nouvelles connaissances sur le rôle de la gouvernance communautaire dans les mobilisations des minorités francophones et linguistiques.

Questions de recherche

Quels sont les savoirs et les pratiques potentiellement innovants dans le domaine du développement communautaire ?

Comment contribuent-ils au renouvellement de la gouvernance communautaire ?

Comment formaliser ou traduire les savoirs les plus innovants en stratégies d'action ?

Résultat final

Les savoirs générés par l'ARUC améliorent les capacités des groupes d'innover dans le domaine du développement communautaire, tant aux plans de la recherche, de la formation que de la gouvernance des collectivités.

La mobilisation des connaissances : réflexions méthodologiques et formalisation d'une approche

LeMoigne (2005) parle des « trois brins d'une guirlande éternelle : pragmatique, épistémique, éthique » qui « tresse l'action, la science et la conscience (p. 45). » Par contre, selon Philippe Astier, si « la confrontation aux savoirs ouvre la voie aux apprentissages (p. 69) », la représentation que le sujet a de lui-même dans le contexte de l'énonciation des savoirs de l'action est fondamentale. Ainsi, pour Astier, « [L]es savoirs d'action supposent la construction de contextes d'énonciation » afin de permettre la prise de la parole (p. 71) » par les sujets. Il considère qu'il ne faut pas négliger l'importance du rôle que joue la reconnaissance sociale du sujet « comme détenteur de savoir, condition de la prise de la parole (p. 74). » Et d'ajouter, « les savoirs d'action sont des organisateurs, non de l'action elle-même, mais de la représentation que le sujet en adresse à autrui (p. 76). » Par contre, l'on ne peut pas réduire l'action à une théorie du discours de l'action – les auteurs reprennent ici Ricœur (1990). La verbalisation, au plan méthodologique, ne remplace pas l'action. Elle est complémentaire à celle-ci.

Pour sa part, Avenier propose un cadre en cinq étapes pour « l'élaboration de savoirs actionnables génériques à partir de l'expérience de praticiens (p. 150) » : « conception du canevas de la recherche, construction de savoirs actionnables locaux, élaborations de savoirs actionnables génériques, activation de savoirs actionnables génériques (p. 153). » Il faut aussi

pouvoir communiquer les savoirs pour l'action. Schmitt, dans l'ouvrage, propose une grille de lecture de ce qu'il appelle les « actions de communication de savoirs actionnables (p. 207). » La recherche est souvent réalisée dans une perspective d'accumulation du savoir, alors que toute la démarche derrière la question de la mobilisation des connaissances repose sur la co-construction de savoirs pour l'action. Comment communiquer ces savoirs pour qu'ils soient pleinement reconnus? Selon Schmitt, il faut « un équilibre subtil entre le travail à destination des praticiens et à destination des chercheurs (p. 210). »

La force de cet ouvrage est de nous éclairer au plan conceptuel. Les distinctions entre savoirs d'action et savoirs actionnables sont éclairantes. Les auteurs ont aussi soulevé des questions épistémologiques pertinentes eut égard à la nature des savoirs d'action et actionnables. Est-il toujours utile de générer des savoirs actionnables généralisables comparativement à des savoirs actionnables locaux? L'analyse ou le travail épistémique est-il toujours utile aux praticiens? En conclusion, le débat sur les savoirs pour l'action n'est pas clôt et l'ouvrage d'Avenier et de Schmitt montre que les chercheurs dans ce domaine sont loin de défoncer des portes déjà ouvertes. C'est au principe même de scientificité ou de recherche de vérité que nous sommes obligés de nous confronter lorsque nous refermons cet ouvrage, souvent jargonneux et même difficile, mais nécessaire.

Nouvelles de l'étranger

L'article de Selma Sonntag, « The changing global-local linguistic landscape in India » vient de paraître dans l'ouvrage *English language education in South Asia* dirigé par Lesley Farrell, Udaya Narayan Singh et Ram Ashish Giri (New Delhi : Foundations Books, 2011). Elle a aussi présenté une communication intitulée « Narratives of globalization in language politics in India » lors d'une conférence organisée par Association of Asian Studies à Honolulu, Hawaii, en mars 2011. Elle se prépare maintenant pour un séjour à Pau, France. Elle y enseignera à l'automne des cours de sciences politiques aux étudiants américains venu étudier à l'étranger.

Selma Sonntag, Humboldt State University, Californie



Annonces

Colloque

Plusieurs membres de notre alliance de recherche participeront, à différents titres, au colloque *Traditions étatiques et régimes linguistiques : un état des lieux* organisé par le **comité de recherche Langue et politique (RC 50)** de l'Association internationale de science politique. Le colloque aura lieu les 9 et 10 septembre 2011 et est organisé en collaboration avec la Chaire de recherche sur la francophonie et les politiques publiques et le Centre de recherche interdisciplinaire sur la diversité au Québec.

>> [Téléchargez le programme](#)

Rencontre annuelle

La rencontre annuelle 2011 de l'alliance de recherche aura lieu à l'Université de Moncton, à Moncton, Nouveau-Brunswick, les 29 et 30 août. Vous êtes invités à vous joindre à nous le 30 août à compter de 13 h pour un atelier sur la coproduction des savoirs et sa mise en application dans le fonctionnement d'équipes de recherche composées de chercheurs communautaires et universitaires.

>> [Téléchargez l'affiche](#)

Publications

Forgues, Éric et Sylvain St-Onge (2011), *Portrait de la gouvernance des organismes acadiens et francophones au Nouveau-Brunswick*, Alliance de recherche Les savoirs de la gouvernance communautaire, Université d'Ottawa, Ottawa, 48 p.

Normand, Martin (2011), *L'innovation dans la gouvernance communautaire. Volume 1 : Catalogue des pratiques*, Alliance de recherche Les savoirs de la gouvernance communautaire, Université d'Ottawa, Ottawa, 15 p.

Trouvez toutes nos publications au www.aruc.uottawa.ca.



Pavillon Léopold-Taillon, Université de Moncton

Écrivez-nous à aruc@uottawa.ca pour vous inscrire.

Liste de distribution

Pour rester informé de nos nouveautés et événements et recevoir de l'information pertinente sur la gouvernance communautaire, n'hésitez pas à vous abonner à notre liste de distribution. Écrivez-nous à aruc@uottawa.ca pour vous inscrire.

Les **savoirs**
de la **gouvernance**
communautaire